

La crise au Nord-Kivu plane sur la fermeture des frontières Burundo-Rwandaïses

RFI, 13/01/2024 Burundi : l'ombre de la crise dans le Nord-Kivu plane sur la fermeture des frontières avec le Rwanda. Le Burundi a annoncé la fermeture pour une période indéterminée de toutes ses frontières terrestres avec le Rwanda. Une décision justifiée par le ministre de l'Intérieur en raison du « mauvais voisinage de Paul Kagame », qui héberge selon lui tous les ennemis du pays.

Une décision prise alors que les deux pays semblaient sur la voie de la normalisation de leurs relations depuis plus d'un an, lorsque Gitega avait rouvert sa frontière avec le Rwanda fermée au plus fort de la crise de 2015 au Burundi. C'est l'attaque d'un village situé près de Gatumba, à une quinzaine de kilomètres à l'Est de Bujumbura et donc en face d'Uvira en RDC, revendiquée par les rebelles burundais de RED-Tabara qui a mis le feu aux poudres. Mais cela semble être l'arbre qui cache la forêt. Le président burundais va voir rouge après cette attaque, et s'en prend violemment au Rwanda accusé d'« héberger, de financer et d'armer » les rebelles de RED-Tabara qu'il qualifie de « terroristes ». Problème : cette incursion a eu lieu loin de la frontière rwandaise et a été menée par des rebelles burundais basés dans le Sud-Kivu, où l'armée de Gitega n'a rien fait depuis plus d'une année des opérations militaires pour les en déloger. Mais le général Evariste Ndayishimiye n'en a cure, puisqu'en réalité, les relations avec Kigali ont commencé à se dégrader lorsqu'il a signé, il y a plus de cinq mois, un accord militaire avec Kinshasa. Depuis, le Burundi a engagé secrètement dans le Nord-Kivu jusqu'à quatre bataillons de soldats qui se battent aux côtés des FARDC, contre le M23 soutenu par le Rwanda, selon l'ONU. Aujourd'hui, Gitega ne décolle pas, estime des spécialistes, après avoir perdu dans ces combats des dizaines de soldats et avoir fait face à un début de mutinerie dans son contingent en RDC, et alors qu'il soupçonne Kigali d'avoir renfloué en armes et combattants une rébellion du RED-Tabara qui était en perte de vitesse, selon lui. Le président burundais se devait donc de réagir, expliquent des sources internes. D'autant que la question rwandaise commençait à diviser profondément son entourage. De leur côté, l'opposition et la société civile indépendante du Burundi ont réagi en dénonçant « une manœuvre de diversion » du pouvoir qui cherche à faire oublier ce qu'elles qualifient de « faillite dans la gestion de l'État », en pointant les pénuries de toutes sortes, la flambée des prix, un manque cruel de devises ou encore la paupérisation extrême de la population.